

Zeitschrift:	Domaine public
Herausgeber:	Domaine public
Band:	- (1983)
Heft:	690
 Artikel:	Bonne cause nucléaire : la guerre sainte à nos frais
Autor:	[s.n.]
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-1025007

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

COMPAGNIE VAUDOISE D'ÉLECTRICITÉ

Des meules et des moulins

Lors des assemblées générales de la Compagnie vaudoise d'électricité (CVE), dont il est le directeur, M. Jacques Desmeules ne rate jamais l'occasion, année après année, de jouer à nous faire peur et de fustiger les vilains qui refusent d'être saisis de panique ou tout simplement de croire aux sombres prophéties dont il s'est fait une spécialité.

Sacré Jacques Desmeules, il est aussi immuable que ces vieux moulins à eau qui continuent à tourner longtemps après qu'on ait renoncé à utiliser l'énergie qu'ils mettent à disposition.

Jacques Desmeules répète chaque année au début de l'été que la pénurie d'électricité est à la porte parce qu'on ne construit pas assez de centrales nucléaires, qu'on refuse de nouvelles lignes à haute tension et des projets d'aménagement hydroélectriques.

Malheureusement pour la crédibilité de ces discours, nous tendons plutôt vers une surabondance électrique. Il y a en effet davantage de chances pour que nous soyons obligés d'organiser un gaspillage accru de l'électricité qu'il n'y en a que nous devions nous serrer la ceinture.

Bien sûr, cela n'est pas entièrement la faute de M. Desmeules: les Français ont construit, et construisent hélas encore, des centrales nucléaires dont il faut bien écouter la production. Les possibilités d'amélioration des rendements des machines électriques sont grandes et la demande d'électricité des citoyens n'augmente plus aussi vite; cette demande est en réalité en train de plafonner; elle diminuera ensuite. Mais les centrales nucléaires en construction, dont Leibstadt pour la Suisse, vont entrer progressivement en service, mettant toujours plus de courant à disposition, à des coûts toujours plus élevés (12 centimes le kWh pour Leibstadt).

On assiste donc à la mise en place d'un imbroglio

économique. Pour s'en sortir, M. Desmeules et ses semblables préconisent la fuite en avant: on va pousser à la consommation d'électricité par tous les moyens, y compris le gaspillage (chauffage électrique direct, en particulier) et faire croire au bon peuple que cette énergie électrique, qu'il faut absolument gaspiller pour vivre heureux, ne peut être fournie que par des centrales nucléaires ou des grandes centrales hydroélectriques. Ceux qui n'abondent pas dans ce sens sont villipendés, voir le discours annuel de M. le directeur Desmeules.

Des programmes tels que celui de M. Desmeules ne sont plus si faciles à mettre en place, parce que les gens sont mieux informés (grâce, en partie à ceux-là même qui déchaînent la colère de notre orateur: le WWF, la Fondation suisse pour l'énergie et l'Institut de la Vie). Par ailleurs, l'hydraulique a été favorable ces dernières années, ce qui n'a pas aidé M. Desmeules dans ses efforts pour créer la peur de la pénurie.

En 1982, le solde exportateur d'électricité de la Suisse représentait le 30% de la consommation intérieure, c'est évidemment beaucoup. Exprimé autrement: environ les trois quarts de la produc-

tion de nos centrales nucléaires (Beznau I et II, Mühleberg et Gösgen) ont été exportés. Ce solde exportateur a d'ailleurs une tendance à augmenter avec les années, sous l'effet combiné de la mise en service de nouvelles centrales, d'une bonne hydraulique et du plafonnement de la demande. Ah, si M. Desmeules pouvait manipuler le climat en plus de l'opinion publique!

Plutôt que de se battre contre de (vieux) moulins, M. D. ferait bien de relire avec attention les deux initiatives énergétiques qu'il vitupère. Il constaterait que ces textes, contrairement à ce qu'il prétend, contiennent des propositions concrètes et现实istes permettant d'assurer l'avenir énergétique du pays sans se jeter, comme avec le nucléaire, dans une dépendance irrémédiable à l'égard de l'étranger (uranium, retraitement des déchets, etc.) et sans être obligé d'imposer, avec l'appui des autorités cantonales, des déchets radioactifs aux communes, contre la volonté de leurs habitants. Ces initiatives proposent aussi de mettre en valeur les ressources énergétiques renouvelables du pays qui permettraient de faire à nouveau tourner Desmeules avec des (moins vieux) moulins.

P. L.

BONNE CAUSE NUCLÉAIRE

La guerre sainte à nos frais

Les actionnaires de la Compagnie vaudoise d'électricité (CVE), réunis en assemblée générale à Genolier le 21 juin dernier, ont donc eu droit à la traditionnelle tirade du directeur Desmeules. Appel à la guerre sainte contre les ennemis du nucléaire. Nous extrayons tout de même quelques extraits à l'intention de nos lecteurs, qui leur permettront d'apprécier le climat.

Après quelques minutes consacrées à la pénurie d'électricité qui menace, M. D. en vient à désigner

les ennemis de la Cause, ne lésinant pas sur l'argumentation scientifique.

Où les amis de DP reconnaîtront quelques noms qui leur sont familiers; citons:

(...) Alors, direz-vous, et l'électricité? Eh bien, d'après M. Philippe Roch, du WWF, qui sait tout sur les pandas, les autoroutes, les forêts tropicales, les lignes à haute tension, etc., il n'y a pas de problème d'électricité parce qu'il y en a assez et qu'il suffit de l'économiser. Et il n'est pas le seul à le dire: M^{me} Monique Bauer, M. René Longet sont du même avis ainsi que la Fondation suisse de l'énergie, qu'il vaudrait mieux appeler Fondation suisse contre l'énergie, avec M. Pierre Lehmann, qui est peut-être un peu moins connu, mais qui a cependant été un des principaux conseillers de la

population d'Ollon lors de la préparation du récent vote consultatif sur la CEDRA. Ce M. Lehmann est aussi une autorité en matière d'économie énergétique, puisqu'il a été cité par l'avocat de l'Etat de Vaud, dans un mémoire au Tribunal fédéral en 1981 dans lequel il concluait que pour résoudre le problème des besoins en énergie de chauffage, il fallait entre autres: «promouvoir une stabilisation, voire une diminution de la population». Voilà une manière originale d'évacuer le problème: c'est presque la «solution finale». Face à ces chants d'allégresse des représentants du WWF, de l'Institut de la vie et de la Fondation suisse contre l'énergie et à leur souci de développer le mieux-être des lombrics, on trouve les électriciens qui s'obstinent à répéter bêtement que puisque la consommation augmente, cela veut dire que les gens consomment plus d'électricité et que si on ne leur en fournit pas plus, il faudra qu'ils se restreignent.

MARCEL BURRI AU PILORI

Et lorsque notre orateur en vient à aborder le problème du stockage des déchets radioactifs et de la dernière consultation vaudoise à propos de Würenlingen, il n'a pas assez de mots pour flétrir les opposants; citons encore une fois:

(...) On peut regretter que les Autorités de la région (d'Ollon. Réd.) aient pris la tête du mouvement, en attisant les passions et qu'elles aient organisé une désinformation systématique de la population en faisant appel à des gens qui ne cachent pas leur position viscéralement antinucléaire. Le géologue Buri (Marcel Burri. Réd.), par exemple, plus connu par ses invectives contre ses collègues géologues que par ses publications scientifiques, est opposé par principe aux sondages de recherche, et il déclare que même si on lui apporte la preuve que les problèmes posés par les dépôts sont résolus, il ne changera pas d'avis et restera absolument opposé aux centrales nucléaires. On dit qu'il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis; or, comme je respecte l'Université de Lausanne, cela doit être faux puisque le professeur Buri y enseigne la géologie. Mais il n'honore pas son titre lorsqu'il l'utilise pour satisfaire sa har-

gne antinucléaire et lorsqu'il attaque grossièrement ses collègues occupés à la CEDRA qui ne sauraient être honnêtes, d'après lui, puisqu'ils reçoivent de leur travail, de l'argent provenant des entreprises électriques.

POUR LE BOYCOTT DU WWF

Et abordant la question de la construction de la nouvelle ligne 380 Kilovolts Romanel-Verbois... nous citons toujours:

(...) Les clients et les actionnaires de la CVE qui ont été abusés par les publications attendrissantes sur les «nounours» du WWF doivent savoir que l'argent qu'ils donnent à cette organisation sert aussi à saboter la production et la distribution d'électricité. Les difficultés d'approvisionnement qu'on risque de rencontrer à la Côte seront surtout le fait de l'obstination malveillante du WWF. Nous conseillons à tous les intéressés d'y regarder à deux fois avant de payer quoi que ce soit à ces gens qui se moquent parfaitement des ennuis causés par leur intransigeance.

Et pour terminer, l'annonce de la prochaine croisade de la CVE, financée, comme il se doit, par les consommateurs d'électricité et cautionnée par les collectivités publiques qui la coiffent; citons pour la dernière fois:

(...) La première initiative, dite «antiatomique», vise à empêcher la construction de toute nouvelle centrale après Leibstadt, et à supprimer à terme

EN BREF

Le nombre des avocats en exercice a régulièrement augmenté en Suisse de 1970 à 1981, soit de 50% au total. En 1970, on dénombrait dans l'ensemble 2564 avocats en Suisse, en 1975, 2938 et en 1981, 3833; on se trouve donc en présence d'une progression accélérée, manifestement parallèle au foisonnement des textes législatifs. La population résidante, en revanche, ne s'est accrue que faiblement au cours de la même période. Pour 100 000 habitants, on comptait 41 avocats en 1970 et 60 en 1981. Les densités correspondantes étaient les plus

toute centrale nucléaire en Suisse. Si on se rappelle qu'après Leibstadt, plus de 40% des besoins en électricité seront couverts par les centrales nucléaires, on voit bien à quelle ruine économique conduirait l'acceptation d'une telle initiative.

La deuxième initiative est un monument d'hypocrisie. Son titre «Pour un approvisionnement en énergie sûre, économique et respectueux de l'environnement» est trompeur. Elle est simplement dirigée, comme l'initiative antiatomique, contre les centrales nucléaires et contre toute centrale, moyenne ou grande, destinée à produire l'énergie électrique. En fait, elle est plus dangereuse encore, car elle vise surtout à bouleverser notre système économique et social.

La CVE estime de son devoir d'agir contre ces funestes initiatives et elle consacrera les sommes nécessaires au financement des campagnes d'information du public. L'article 9 du décret du Grand Conseil du 26 novembre 1951 sur la création de la CVE et le renouvellement des concessions, précise que «la CVE est tenue de couvrir les besoins en énergie électrique des régions du canton dont les limites sont fixées par le Conseil d'Etat». Elle doit donc faire tout ce qui est en son pouvoir pour garantir son approvisionnement.

Applaudissements dans les rangs du conseil d'administration, où on retrouve — excusez du peu — pas moins de trois conseillers d'Etat vaudois, MM. Marcel Blanc (membre du comité de direction), Pierre Duvoisin et Claude Perey?

élevées à Genève (146 avocats) à Bâle-Ville (115) au Tessin (109) en Valais (95) dans les Grisons (93) ainsi qu'à Zurich (81) et les plus faibles en Thurgovie (11) en Appenzell-Rodes intérieures (15) à Schaffhouse (21) de même qu'en Argovie et à Bâle-Campagne (23 dans l'un et l'autre cas).

* * *

Dans le dernier numéro du magazine du «*Tags Anzeiger*» (25), un vigoureux plaidoyer (Christoph Müller et Hans-Ruedi Widmer) pour une réduction de la durée du travail hebdomadaire en Suisse.